

Madame la Présidente du Sénat belge,
Monsieur le Vice-Président du parlement hongrois,
Monsieur le Président de la Chambre des représentants,
Excellences les Ambassadeurs,
Mesdames,
Messieurs,

Vous avez eu l'amabilité de me demander de situer l'insurrection de 1956 dans le contexte de l'histoire hongroise.

Pour répondre à cette demande, j'ai choisi comme fil conducteur l'idée suivant laquelle l'histoire du peuple hongrois oscille entre deux pôles : d'un côté, les accords, les ententes, les pactes et, d'un autre côté, les révoltes, les soulèvements, les révolutions, comme en 1956.

Le premier pacte remonte à la fin du 9e siècle, lorsque les tribus magyares franchissent les Carpates et se répandent sur cette vaste plaine fertile qu'arrosent le Danube et la Tisza. Ces tribus étaient au nombre de sept. Leurs chefs avaient scellé leur union par un « traité de sang » et avaient désigné Árpád comme premier parmi eux. Celui-ci a fondé la dynastie qui régnera jusqu'à son extinction en 1301.

Mais le vrai fondateur du pays est Saint Etienne. Déjà son père a reconnu qu'il fallait mettre fin aux razzias menées par les cavaliers hongrois, semant la panique partout en Occident et qu'il fallait sédentariser ces nomades et les intégrer à l'Europe. Ce qui signifiait aussi les christianiser. Le choix s'offrait entre Rome et Byzance. L'Église de Rome fut choisie pour des raisons d'opportunité, mais les conséquences en furent décisives : le destin de la Hongrie est désormais lié au nôtre.

Sous les successeurs de Saint Etienne, la Hongrie s'incorpore à l'Europe médiévale. Un nouveau pacte a lieu en 1222 quand la Bulle d'Or accorde aux nobles la diète annuelle (la Magna Charta anglaise date de 1215) et garantit les droits des hommes libres et des villes royales. Le pays évolue donc au rythme de l'Occident. Il suit même directement l'Italie pour déployer les fastes de la Renaissance. La Cour du Roi Mathias Corvin, au 15e siècle, est même un des foyers artistiques et intellectuels les plus prestigieux de l'époque.

Cependant la menace turque se précise aux confins méridionaux. L'empire byzantin s'effondre et la Hongrie est désormais dans la ligne de feu. Elle se défend d'abord avec succès, mais finit par succomber : en 1526, à la bataille de Mohács, les troupes de Soliman le Magnifique remportent une victoire décisive. Le jeune Roi Louis II y perd la vie et sa veuve, sœur de Charles-Quint, viendra gouverner nos provinces. Il s'agit de Marie de Hongrie.

Le règne turc de 150 ans se solde par une saignée démographique considérable et la dévastation du territoire. Le pays est désormais coupé de l'Occident et prend du retard dans l'évolution. Il n'a pas pu développer une tradition urbaine. Les institutions féodales y survivent jusqu'en 1848.

Considérant les Habsbourg comme le seul rempart possible contre les Turcs, la couronne royale de Saint Etienne leur est offerte. Ils la porteront jusqu'en 1918.

Ce sont eux qui mèneront l'offensive de libération dès 1683 et qui refouleront les Turcs dans les Balkans.

Mais, pour les Habsbourg, le royaume magyar n'est qu'une de leurs possessions. Dans leur volonté de centralisation, ils ne tiennent compte ni de la constitution coutumière des Hongrois, ni de leurs traditions, ni de leur fierté.

Et c'est ainsi qu'apparaît dans l'histoire le pôle révolutionnaire. Des révoltes se succèdent dont celle de Ferenc Rákóczy est la plus illustre. Descendant d'une des grandes familles aristocratiques, Rákóczy se met à la tête du mouvement insurrectionnel pour s'attaquer aux Habsbourg. Il s'allie à Louis XIV, conquiert presque toute la Hongrie, proclame la déchéance des Habsbourg et est proclamé régent du pays. Mais ayant perdu la bataille décisive en 1708, les insurgés sont acculés à signer la paix. Rákóczy lui-même s'y refuse. Intransigeant, il préfère passer le reste de sa vie en exil. Nous retrouvons ici le binôme jusqu'au-boutisme / transaction : Rákóczy qui veut poursuivre la lutte d'un côté, ses lieutenants qui arrêtent les dégâts de l'autre.

La première moitié du XIXe siècle voit l'émergence d'un grand mouvement de renouveau national, à la fois libéral et romantique. Il vise des réformes fondamentales : l'abolition du régime féodal, la création d'institutions politiques modernes, un parlement élu et un gouvernement responsable, l'égalité avec l'Autriche, le développement industriel. Pour y arriver, deux figures de proue incarnent deux attitudes politiques opposées : la transaction et l'intransigeance. István Széchenyi, le grand réformateur, est encore aujourd'hui une référence pour une politique sage et progressive, tandis que Lajos Kossuth symbolise l'esprit de révolte et la fidélité aux principes.

Quand, en 1848, toute l'Europe s'embrace, le 15 mars la Hongrie s'enflamme aussi. Le pôle révolutionnaire s'impose. Rapidement, les divergences avec Vienne deviennent insurmontables et le conflit tourne en affrontement militaire. Les troupes hongroises connaissent un tel succès que, de peur de voir leur échapper l'ensemble du pays, les Autrichiens font appel à l'aide de la Russie. Au nom de la Sainte-Alliance, le tsar envoie son armée et les Hongrois doivent capituler. En 1956, c'est une autre Sainte-Alliance, le pacte de Varsovie qui sert de prétexte aux Soviétiques.

Malgré la répression qui s'abat sur le pays, bientôt le vent va tourner et après la révolution, viendra le compromis.

À l'époque, l'Allemagne est encore morcelée. Deux puissances peuvent prétendre à l'unifier : la Prusse et l'Autriche. Bismarck mène son projet avec une volonté de fer et une grande habileté. Le jeune François-Joseph, empereur d'Autriche depuis 1848, perd dans la rivalité. La courte guerre qui l'oppose à la Prusse tourne à son désavantage.

François-Joseph reconnaît alors qu'il ne lui est pas possible de maintenir en vie la monarchie en régnant sur une Hongrie humiliée, affaiblie, récalcitrante. Il fait des ouvertures et finit par conclure avec les Magyars le compromis de 1867 qui institue la double monarchie, appelée désormais Autriche-Hongrie. L'artisan de l'accord du côté hongrois est Ferenc Deák, surnommé le « sage de la patrie ». Kossuth en exil, comme Rákoczy, n'a jamais voulu reconnaître ce compromis.

Voici donc un nouveau pacte qui fonde une nouvelle étape de l'histoire du pays.

L'Autriche-Hongrie est formée de deux pays autonomes : les possessions autrichiennes (l'Autriche proprement dite, la Tchéquie, une partie de la Pologne et de l'Ukraine actuelles, ainsi que plus tard la Bosnie-Herzégovine) et la Hongrie historique. François-Joseph est empereur d'un côté et roi de l'autre.

Trois affaires sont communes : la politique étrangère, la monnaie et l'armée. Les trois ministères correspondants sont contrôlés et leurs budgets sont votés par des députés délégués des deux parlements.

Les décennies qui suivent sont bien connues : la première guerre mondiale ; la dislocation de l'empire Austro-hongrois ; la deuxième guerre mondiale, les accords de Yalta qui partagent les zones d'influence.

La Hongrie est occupée par des troupes soviétiques. Malgré un démarrage démocratique en 1945, peu à peu les partis démocratiques sont évincés et le parti communiste s'installe définitivement comme unique détenteur du pouvoir. Nous sommes en 1948.

Une formidable et radicale transformation a lieu. L'économie est étatisée. Une planification rigide remplace les mécanismes du marché. Les anciennes classes dirigeantes sont « détruites », une vaste homogénéisation de la société se produit. Cependant de nouveaux clivages apparaissent. Le fossé devient de plus en plus profond entre les dirigeants et ceux qui les servent directement d'un côté, et le reste de la population, d'un autre côté.

Et voici que tous les ingrédients d'une insurrection sont réunis. L'histoire bascule une fois encore vers le pôle révolutionnaire. Nous sommes en 1956. Le mouvement qui se

déploie est à la fois une explosion des protestations contre le stalinisme, le totalitarisme étouffant, l'échec économique, et le signe d'une aspiration profonde aux libertés, à la démocratie, à l'indépendance et à la reconquête de la dignité. Si l'insurrection de 1956 se termine dans le sang et paraît être un échec complet, il est permis d'affirmer que tous ses objectifs seront atteints en 1989 ... par d'autres moyens.

Mais pour le moment, c'est la désillusion et l'amertume. Un mot cruel illustre l'impasse totale en rangeant les Hongrois en trois groupes : « les héros sont morts, les lâches se sont enfuis à l'étranger et les imbéciles sont restés au pays. » Ce jugement reflète le sentiment d'impuissance des Hongrois face aux événements. Depuis la bataille perdue à Mohács, ils vivent l'expérience historique négativement. Au milieu de grandes puissances (l'Autriche, l'Allemagne, la Russie) « rien ne nous réussit » affirment-ils. Un des concepts les plus courants des débats publics est l'itinéraire forcé : l'évolution n'est pas tracée par les choix des hommes, elle leur est imposée par la force inéluctable des contraintes.

János Kádár qui est chargé par les Soviétiques de mener la répression et de reprendre en main le pays, commence à lâcher du lest dès le début des années 60. Il essaye de susciter un minimum de confiance. La devise n'est plus « qui n'est pas avec nous est contre nous », mais « qui n'est pas contre nous est avec nous ». Des réformes économiques sont introduites, les entreprises, tout en restant étatiques, reçoivent une large autonomie, la planification est démantelée et des mécanismes de marché sont amorcés. Une double conséquence en découle : le niveau de vie s'élève et, lorsque la Hongrie arrive à l'aube de la démocratie, elle est en avance sur les autres pays satellites. Peu à peu, elle s'achemine vers le pôle des transactions.

Le changement de régime intervient en 1989 sans mouvement de masse notable, comme le fruit de la volonté d'autocorrection du système par ses dirigeants les plus clairvoyants et par connivence entre les communistes réformateurs et l'opposition démocratique. Il faut cependant souligner que cette clairvoyance fut stimulée par le souvenir de 1956, par la crainte de l'éveil des masses.

Le passage a été négocié lors d'une table ronde. Ainsi, les fondements politiques de la Hongrie actuelle sont de nouveau le fruit d'un pacte conclu entre les communistes réformateurs et l'opposition démocratique. Il y a continuité entre l'ancien et le nouveau.

Les premières élections vraiment libres consacrent le pacte de la table ronde. Le pays entame résolument un nouveau chapitre de son histoire. Il ne doit plus suivre un itinéraire forcé. Il a son sort en main. Désormais ce n'est plus une fatalité tragique qui en dispose. Ce sont les citoyens et leurs représentants qui en deviennent responsables.